

## **Plan Logement d'abord 2 : un plan attendu mais flou et insuffisant**

L'annonce d'un second plan Logement d'abord, tant de fois repoussée, est une bonne nouvelle, mais de nombreux angles morts demeurent.

La philosophie du Logement d'abord est portée depuis des années par les associations du CAU, pour faire du logement le socle d'un parcours plutôt qu'un aboutissement après des années d'errance. Le premier plan Logement d'abord avait montré la pertinence de cette approche, en augmentant le nombre d'attributions Hlm aux personnes sans domicile, en relançant la production de pensions de famille et d'intermédiation locative dans le parc privé, en lien avec 44 territoires engagés.

Pour autant, malgré certaines réussites du premier plan Logement d'abord, force est de constater que la situation s'est détériorée, selon des chiffres inquiétants en augmentation chaque année : plus de 330 000 personnes sans domicile, 6 000 demandes non-pourvues chaque soir au 115 et 2,4 millions de ménages en attente de logement social.

Le soutien financier à ce second plan, avec 29 millions d'euros supplémentaires chaque année, est certes appréciable. Mais, dans un contexte de forte montée des coûts, ce coup de pouce risque d'être insuffisant pour changer la donne.

Alors que le plan Logement d'abord est doté de quelques dizaines de millions d'euros supplémentaires, n'oublions pas que les coupes budgétaires depuis 2017 réduisent les APL de 4 milliards chaque année et que les ponctions sur les Hlm ont précipité la chute de la production Hlm d'un quart. Alors que les impayés de loyer augmentent, le loi « Kasbarian » va accélérer les expulsions de personnes précarisées, déjà à un niveau inédit (17 500 expulsions locatives et 2 078 expulsions de lieux de lieux de vie informels en 2022), en contradiction avec l'ambition du plan dévoilé aujourd'hui de prévention des expulsions.

A l'heure où une large part des propositions des participants du CNR-Logement ont été balayées d'un revers de main par le gouvernement, rappelons qu'un plan Logement d'abord ne peut pas remplacer une vraie politique du logement.

Il ne peut pas non plus se substituer à une politique de l'hébergement volontariste, associant places d'hébergement d'urgence en nombre et en qualité suffisants. Le gouvernement doit cesser les fermetures de places en cours et prendre en compte l'impact de l'inflation sur les moyens des associations au risque d'une dégradation de l'accompagnement social, qui plus est au moment où des personnes sont orientées depuis l'Île-de-France vers les régions.

De plus, de nombreuses zones de flou restent à éclaircir dans le plan du ministère du Logement : quels sont ces « 100 000 logements très sociaux » à produire sur le quinquennat ? Pourquoi l'objectif de production de 40 000 logements très sociaux (PLAI) par an a-t-il disparu ? Quel est l'objectif d'attribution de logements sociaux aux personnes sans domicile ?

Est-il prévu le moindre assouplissement pour permettre aux personnes sans domicile en situation irrégulière de régulariser leur situation ? Quel renforcement de l'accompagnement social des personnes sans domicile toujours plus nombreuses ? Autant de questions qui appellent des réponses bien plus ambitieuses pour les personnes sans domicile et mal-logées que le plan présenté aujourd'hui.

**Contacts presse :**

Angèle Roblot, Chargée de relations médias à la Fondation Abbé Pierre, [aroblot@fondation-abbe-pierre.fr](mailto:aroblot@fondation-abbe-pierre.fr) / 06 23 25 93 79

Laure Kuntzinger, Responsable du service communication et des partenariats privés de la Fédération des acteurs de la solidarité : [laure.kuntzinger@federationsolidarite.org](mailto:laure.kuntzinger@federationsolidarite.org) / 06 31 16 27 90

**LES 40 ASSOCIATIONS DU COLLECTIF DES ASSOCIATIONS UNIES (CAU)**

Advocacy France  
Association Nationale des Compagnons Bâisseurs  
Association DALO  
Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants (ANVITA)  
ATD Quart Monde  
Aurore  
Centre d'action sociale protestant (CASP)  
Cités Caritas  
Collectif National Droits de l'Homme Romeurope  
Collectif Les Morts de la Rue  
Comité des Sans Logis  
Croix-Rouge française  
Emmaüs Solidarité  
Emmaüs France  
Les enfants du Canal  
Fédération d'aide à la santé mentale Croix Marine  
Fédération des Associations et des Acteurs pour la Promotion et l'Insertion par le Logement (FAPIL)  
Fédération de l'Entraide Protestante  
Fédération Française des Equipes Saint-Vincent  
Fédération des Acteurs de la Solidarité  
Fédération Nationale des Associations Solidaires d'Action avec les Tsiganes et les Gens du voyage (FNASAT-Gens du voyage)  
Fédération Nationale des Samu Sociaux  
Fédération Santé Habitat  
Fondation Abbé Pierre  
Fondation de l'Armée du Salut  
France Terre d'Asile  
Jeudi Noir  
La Cloche  
Les petits frères des Pauvres  
Ligue des Droits de l'Homme  
Médecins du Monde  
Secours Catholique  
SoliHa – Solidaires pour l'Habitat  
Solidarité Nouvelle pour le Logement (SNL)  
Union Nationale des Amis et des Familles de Malades Psychiques (UNAFAM)  
Union professionnelle du logement accompagné (UNAFLO)  
Union Nationale des Comités Locaux pour le Logement Autonome des Jeunes (UNCLLAJ)  
Union Nationale pour l'Habitat des Jeunes (UNHAJ)  
Union Nationale Interfédérale des Oeuvres et Organismes Privés Sanitaires et Sociaux (UNIOPSS)